



Rudolf Ramsauer,
directeur

Le peuple ayant exprimé un oui convaincant à la libre circulation des personnes, les deux paquets d'accords bilatéraux sont ficelés. Les relations entre la Suisse et l'UE reposent désormais sur une base solide et sûre. De nouveaux pas de politique européenne ne sont pas envisa-

Après les succès européens, mettons notre maison en ordre!

gés pour le moment et, du point de vue de l'économie, ne sont ni nécessaires, ni souhaitables. Nous pouvons désormais consacrer notre énergie à mettre de l'ordre dans notre propre maison. Dans le dernier numéro de ses Perspectives économiques, le Fonds monétaire international a mis le doigt sur les défis de politique économique que la Suisse doit relever: éliminer durablement les déficits structurels et maîtriser les dépenses publiques. C'est en mettant en œuvre des réformes dans les assurances sociales et la santé que nous y arriverons. Il convient aussi de surmonter la faiblesse de la croissance en favorisant la concurrence sur notre marché intérieur. Si nous trouvons des solutions adéquates à ces défis, notre pays gardera toutes ses chances de rester prospère à l'avenir.

@ rudolf.ramsauer@economiesuisse.ch

Voie bilatérale: l'engagement de l'économie a payé

L'engagement intense de l'économie s'est révélé payant. En disant clairement oui à la libre circulation des personnes avec les nouveaux Etats membres de l'UE, les Suisses ont confirmé une nouvelle fois la voie bilatérale.

Si les annonces et les affiches ont contribué à l'issue positive de la votation, le fort engagement des entreprises et des responsables de l'économie a été capital.

Décision pragmatique

Au final, les Suisses ont pris une décision pragmatique. Cela a déjà souvent été le cas, par le passé, sur les questions économiques. Les électeurs ont pesé objectivement les chances et les risques de cet objet et compris que le non comportait un risque plus grand pour notre pays et sa prospérité. La répartition des votes est particulièrement réjouissante: la Suisse romande s'est certes montrée ouverte à l'élargissement de la libre circulation des personnes, comme c'est généralement le cas pour les questions relatives à l'Europe, mais la majorité des cantons alémaniques a également clairement soutenu le oui. Nombreux sont ceux à s'être interrogés sur les causes de ce changement par rapport au vote sur Schengen. Si le non de d'une partie de la gauche explique vraisemblablement



blement l'approbation légèrement nuancée de la Romandie, le pragmatisme économique des Alémaniques a certainement contribué au vote positif.

L'engagement de l'économie a payé

L'économie a réussi à rendre crédible l'importance économique de relations économiques stables avec l'Union européenne. C'est très réjouissant. Il n'est pas possible d'évaluer avec certitude si la journée «Les entreprises s'engagent», les nombreux témoignages d'entrepreneurs et de responsables de l'économie ou les nombreuses manifestations organisées ont été décisifs. Cependant, il est clair que

l'engagement personnel des représentants de l'économie en a valu la peine. L'économie était unie dans cette campagne de votation. La campagne pour le non n'est pas parvenue à ouvrir de brèche. C'est une leçon pour l'avenir: quand les entreprises et l'économie souhaitent obtenir un résultat en politique, elles doivent parler d'une seule voix. L'engagement personnel est aussi primordial. La campagne sur l'élargissement de la libre circulation des personnes fait désormais partie du passé. C'est au quotidien que les accords doivent faire leurs preuves. Là aussi il conviendra de s'engager.

@ urs.rellstab@economiesuisse.ch

Point fort

Une étude d'economiesuisse propose un panorama des réformes fiscales au niveau européen.

Page 2 ▶

Moratoire anti-OGM

Le moratoire est une façon malhonnête de viser une interdiction. Les consommateurs sont mis sous tutelle.

Page 4 ▶

Marché postal

La libéralisation profiterait à la clientèle et ne menacerait pas le service universel. L'expérience des pays européens le prouve.

Page 5 ▶

Portrait d'une PME

Strellson SA produit des habits pour des hommes ouverts au monde et conscients de leur valeur.

Page 6 ▶

Réformes fiscales: la dynamique internationale se poursuit

Avec la publication en 2004 de l'étude «Dynamique fiscale et concurrence internationale – comparaison des principales réformes et implications pour la Suisse», *economiesuisse* s'est penchée sur les réformes fiscales réalisées par les pays de l'OCDE et certains pays de l'Est. L'article ci-après fait état des principales réformes adoptées ou mises en œuvre depuis.

Des «petits» pleins d'initiative
En 2005, les petites économies nationales et les pays de l'Est occupent une fois de plus le devant de la scène des réformes fisca-

les. Les changements apportés concernent surtout la fiscalité des entreprises. A l'origine des réformes, on trouve la volonté d'accroître durablement l'attractivité des sites, comme c'est le cas en Autriche, en Belgique ou aux Pays-Bas. Dans ces pays, les allègements fiscaux sont souvent perçus comme une réponse appropriée aux défis posés par la concurrence que se livrent les places économiques. Enfin, la tendance à la réduction, voir même à l'élimination complète des impôts sur la fortune, les successions et les donations va s'accroissant comme le montrent les exemples norvégien et suédois.

Climat budgétaire défavorable

Dans plusieurs Etats, la concrétisation des réformes fiscales proposées est actuellement ralentie par la mauvaise santé des finances publiques. C'est notamment le cas de l'Allemagne et de la France. Malgré la ferme volonté d'accroître leur compétitivité fiscale, ces pays éprouvent des difficultés à matérialiser les réformes souhaitées. Toutefois, sur l'ensemble des pays examinés, les déséquilibres financiers n'ont que rarement conduit à des hausses d'impôt.

@ jan.perret-gentil@economiesuisse.ch

Pays	Type d'impôt	Mesure	Commentaire
Autriche	Fiscalité des entreprises	Réduction du taux de l'impôt sur les entreprises de 34% à 25%	L'allègement annuel total est estimé à EUR 2,5 mrd. Combiné avec un nouveau régime de taxation de groupe, la baisse de l'impôt sur les entreprises accroît considérablement l'attrait du site autrichien.
Belgique	Fiscalité des entreprises	Déduction pour capital à risque, à hauteur d'un intérêt fictif sur les fonds propres; Suppression du droit d'apport	Les mesures représentent un allègement de près de EUR 566 mio. Selon les estimations, la réforme ferait passer le taux d'impôt sur le revenu des entreprises de 33,99% à 27% en moyenne. L'intérêt de la mesure est de permettre d'améliorer la neutralité fiscale du financement des entreprises.
Danemark	Fiscalité des entreprises	Réduction de l'impôt sur les entreprises de 30% à 28%	La baisse est en partie neutralisée par de nouvelles restrictions au niveau du régime de taxation des sociétés apparentées.
Italie	Imposition des personnes physiques	Réduction du nombre de tranches d'imposition de 5 à 3 (23%, 33%, 39%), les revenus supérieurs à EUR 100'000 continuent cependant de payer une taxe de solidarité de 4%	On estime que les réformes de 2005 sont synonymes d'allègement à hauteur d'EUR 6,5 mrd pour les contribuables, dont 500 mio. pour les sociétés qui profitent aussi d'une baisse de la charge fiscale en 2005.
Norvège	Imposition des personnes physiques; Impôts indirects	Réduction des taux marginaux sur le revenu du travail (le taux max. passe de 55,3% à 51,3%); Hausse de l'abattement de base; Réduction massive de l'impôt sur la fortune; Hausse de la TVA de 24 à 25%	Il est prévu que l'impôt sur la fortune soit entièrement aboli. De même, la baisse de l'impôt sur le revenu du travail devrait se poursuivre. Les baisses d'impôt prévues entre 2005 et 2007 représentent au total des allègements net de l'ordre de CHF 2,4 mrd.
Pays-Bas	Fiscalité des entreprises	Réduction du taux ordinaire de l'impôt sur les entreprises de 34,5% à 31,5% en 2005	La baisse décidée en 2005 devrait être suivie d'allègements en 2006 et en 2007. Le gouvernement propose un taux de 29,1% pour 2007. Parallèlement, l'impôt prélevé sur les émissions d'actions devrait être aboli.
Portugal	Impôts indirects	Hausse du taux ordinaire de TVA de 19% à 21%	La mesure a été proposée pour remédier à la situation financière inquiétante que connaît le Portugal.
Roumanie	Réforme complète du système fiscal	Introduction d'un impôt à taux unique (Flat rate tax) de 16%	Avec cette réforme radicale, la Roumanie rejoint le camp des pays européens les plus attractifs du point de vue de la fiscalité. Pour les entreprises, le taux d'imposition passe de 25% à 16%.
Suède	Imposition des personnes physiques	Abolition de l'impôt sur les successions et les donations	Cette réforme est destinée à faciliter la transmission d'entreprises au sein des familles.

Source: IBFD, Tax News Services, www.ibfd.org

e-comtrust: la confiance grâce à la sécurité

L'initiative e-comtrust vise à renforcer la confiance des consommateurs dans les magasins en ligne. Cela devrait également contribuer à autoréguler l'e-business.

La règle qui veut que le prestataire de services dépende de la confiance que ses clients plaçant en lui est toujours valable. Cette confiance est une condition préalable essentielle pour le fonctionnement du commerce en ligne, en particulier s'il est transfrontière.

Assise large

Une des principales idées de l'initiative e-comtrust est de décerner un label de qualité à des magasins en ligne qui satisfont des exigences importantes et variées. Les travaux liés à la standardisation, à la qualité du label et l'élaboration des bases d'une autorégulation sont réalisés par une société indépendante.

Un agrément (CEN Workshop Agreement, CWA) permet l'élaboration d'exigences minimales nationales et européennes pour des services en ligne sûrs et fiables. Ce label de qualité est décerné par l'association e-comtrust Switzerland après examen par sa commission de certification indépendante. *economiesuisse*, le Konsumentenforum kf, l'Association suisse de normalisation, l'organisation faîtière des branches de l'information et de la communication SwissICT et le Bureau de la consommation sont membres de e-comtrust.

Exigences posées aux magasins en ligne

Le 19 octobre 2005 aura lieu à Olten un séminaire sur le thème: «Les facteurs du succès pour un magasin en ligne: conformité à la loi et eurocompatibilité». Pour plus d'informations, consultez www.e-comtrust.ch (rubrique «Aktuelles»).

@ urs.furrer@economiesuisse.ch

NON à un moratoire nuisible

Le 27 novembre, le peuple suisse se prononcera sur le moratoire concernant le génie génétique. Il a déjà rejeté à plusieurs reprises ce genre de moratoires, véritables poisons pour l'économie.

L'initiative vise à interdire durant cinq ans l'utilisation du génie génétique dans l'agriculture. Pendant cette période, les paysans suisses ne pourraient ni semer ni planter des plantes génétiquement modifiées. Le moratoire est une nouvelle tentative des milieux de gauche et écologistes d'interdire le génie génétique. Bien que le peuple, le Parlement et le Conseil fédéral aient déjà refusé une telle idée, les auteurs de l'initiative persistent.

Ce que veulent avant tout les promoteurs de l'initiative, c'est

bannir le génie génétique de l'agriculture. On commence par cinq ans, en attendant de réclamer l'interdiction définitive. Le moratoire est malhonnête.

Libre choix réduit à néant

Ce dont la Suisse a réellement besoin, c'est de liberté de choix. Les consommateurs veulent être libre d'acheter ou non certains produits. Le moratoire les en empêcherait. Il est d'ailleurs inutile: la loi sur le génie génétique garantit déjà la liberté de choix, car les produits génétiquement modifiés doivent être déclarés. La Suisse connaît la loi la plus rigoureuse au monde dans ce domaine. Elle garantit la liberté de choix non seulement aux consommateurs, mais aussi aux agriculteurs. Les paysans n'ont pas besoin de nouvelles interdictions

et mises sous tutelle. Ils doivent pouvoir choisir ce qu'ils veulent cultiver. Or c'est précisément ce que l'initiative veut empêcher. Elle les prive de la possibilité de tenter une technologie d'avenir.

Le moratoire est nuisible!

Le moratoire émet un mauvais signal pour la recherche suisse. Même si la recherche n'est pas spécifiquement soumise au moratoire, elle ne peut être dissociée de son application pratique. Qui investirait argent et efforts dans une recherche dont l'application est interdite? Le développement et l'application vont de pair. C'est pourquoi le moratoire nuit à la recherche scientifique en Suisse, qui occupe une position de pointe au niveau international.



www.moratoire-non.ch

Garder les magasins ouverts le dimanche dans les gares et aéroports

Une révision de la loi sur le travail est soumise à votation populaire le 27 novembre. Elle a pour but d'assurer que les magasins pourront continuer d'ouvrir le dimanche dans les gares et les aéroports.

Opposés à cette révision, les syndicats ont lancé le référendum; ils veulent revenir sur l'assouplissement des heures d'ouverture des magasins. Si la loi sur le travail devait être refusée, quelque 150 commerces devraient fermer le dimanche. Plus de 2000 employés seraient touchés. Et les nombreux clients des commerces situés dans les gares en seraient aussi pour leurs frais. Economiesuisse se prononce donc résolument contre la mise sous tutelle des consommateurs voulue par les syndicats et soutient la révision de la loi.

Les besoins ont changé

L'assouplissement des heures d'ouverture des magasins reflète le changement des besoins de consommation et de mobilité des individus. Les personnes professionnellement actives, les con-



Achats du dimanche: utiles et appréciés.

sommateurs et les familles, fréquentent de plus en plus les magasins des gares. Mais ce succès hérisse manifestement les syndicats, qui ont lancé le référendum contre cette révision et veulent revenir à la situation antérieure. Le 22 mars 2002, le Tribunal fédéral a décidé que les commerces de la gare principale de Zurich et de la gare de Zurich-Stadelhofen pourraient certes rester ouverts le dimanche, mais qu'ils ne pourraient employer du personnel que partiellement ou seulement avec une autorisation spéciale.

Solution bien helvétique

La révision soumise à votation permettrait non seulement aux grandes gares de permettre aux

commerces d'ouvrir le dimanche, mais aussi aux gares régionales importantes, soit 25 centres ferroviaires sur tout le territoire. Les besoins des cantons sont ainsi pris en considération. Sous l'angle de la protection de l'environnement et de l'aménagement du territoire, les commerces dans les gares ont tout leur sens, dans la mesure où 61% pour cent des voyageurs utilisant le rail y font aussi régulièrement leurs achats. L'utilisation des transports publics et les achats dans les gares et aéroports vont de pair.

Aujourd'hui, 360 000 personnes environ travaillent le week-end (hôpitaux, homes, entreprises de transport et de tourisme, etc.). Le fait que les 2000 personnes concernées puissent continuer de travailler dans les centres des transports publics n'est pas synonyme d'abolition du congé le dimanche. Pour la majorité de la population, le dimanche restera un jour de repos.



fredy.mueller@economiesuisse.ch

Droit de recours des associations: avancer rapidement

Le Conseil des Etats a approuvé l'initiative parlementaire Hoffmann et a entrepris d'apporter les corrections nécessaires au droit de recours des associations.

Il est primordial que le Conseil national traite rapidement cet objet et qu'il n'y apporte pas de changements majeurs. Ainsi, les corrections – minimales – pourraient s'appliquer dès 2007.

D'importants projets de construction sont indéfiniment retardés par des procédures de recours. Sur le plan politique, il est problématique que des organisations privées agissent comme des instances d'autorisation parallèles. L'initiative apporte des précisions en cas d'examen d'impact sur l'environnement, simplifie la procédure et limite les possibilités de recours, sans supprimer ce droit.

Cette mesure minimale a le mérite de tenir compte de préoccupations centrales des milieux économiques:

- concentrer l'étude d'impact sur l'environnement sur les aspects essentiels;
- tenir compte des intérêts économiques;
- empêcher les organisations de jouer un rôle comparable à celui des autorités;
- limiter le droit de recours aux organisations nationales;
- accroître la transparence;
- simplifier la procédure;
- supprimer la possibilité de recours dans les phases ultérieures;
- supprimer les versements compensatoires.

Le Conseil des Etats a examiné le projet en détail. Sachant que ce texte a reçu un bon accueil en consultation et qu'il bénéficie du soutien du Conseil fédéral, il ne semble pas utile de refaire tout un débat. Si en outre la commission du National terminait ses travaux avant la fin de l'année, elle donnerait un signal politique important aux investisseurs.



thomas.pletscher@economiesuisse.ch

Politique familiale sans vision d'ensemble!

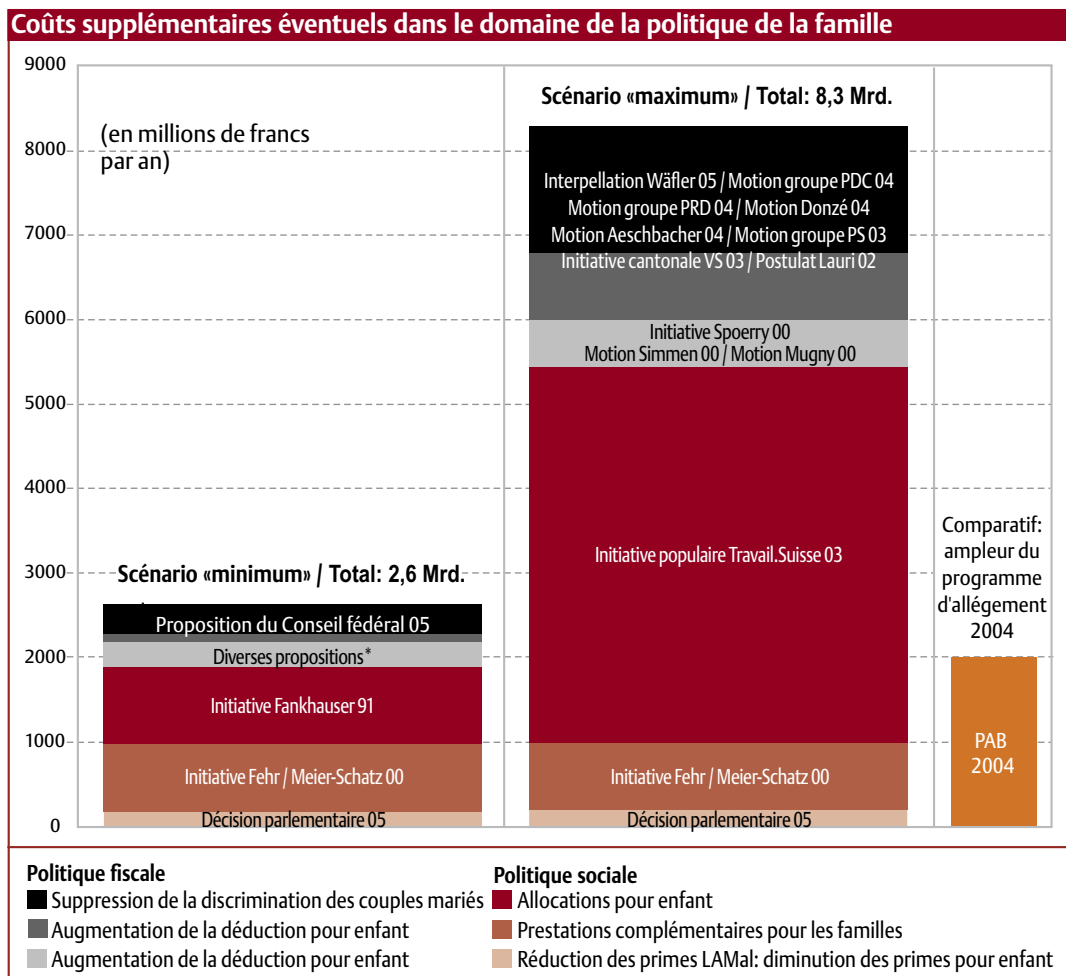
Les familles sont très courtisées par les milieux politiques. Diverses propositions demandent des améliorations, soit au titre des prestations sociales, soit à celui de l'imposition. Un rapport fédéral a déterminé leurs conséquences financières - massives - sur les pouvoirs publics et les employeurs.

La politique familiale est un volet central de la politique économique et sociale. D'où un nombre important de propositions parlementaires en suspens. Répondant à un postulat de la commission CER du Conseil des Etats (04.3430), le Conseil fédéral en a dressé la liste et évalué leur coût. La vue d'ensemble donne le frisson: selon l'aménagement des différentes demandes, les coûts supplémentaires se monteraient à 2,6 milliards, voire à 8 milliards de francs par an. La mise en œuvre de toutes les exigences dans leur version minimale représenterait déjà un volume largement supérieur au programme d'allègement. Et ce scénario ne tient pas compte des conséquences financières éventuelles de la généralisation de l'horaire continu dans les écoles. Au niveau fédéral, conclut le rapport, «il n'existe pas de marge de manœuvre pour financer de nouvelles mesures de politique familiale».

Mesures de politique sociale

Une augmentation des allocations pour enfant à l'échelle nationale coûterait cher. L'initiative populaire de Travail.Suisse se traduirait par des coûts supplémentaires nets (y compris recettes fiscales) de 4,4 milliards de francs, qui seraient intégralement à la charge de l'Etat. Par contre, les coûts supplémentaires du contre-projet (initiative Fankhauser) - 900 millions environ par an - devraient être financés principalement par l'économie, mais aussi par les cantons.

L'initiative parlementaire Fehr/Meier-Schatz est onéreuse elle aussi: si la Confédération était contrainte de verser des prestations complémentaires aux familles dans le besoin, le coût brut



s'élèverait à près de 900 millions par an, dont la Confédération assumerait la moitié au moins. Le Parlement a d'ores et déjà décidé de réduire les primes d'assurance maladie pour les enfants de 50 % au minimum pour les familles à revenu bas et moyen. La Confédération a prévu 100 millions de francs à cet effet pour 2006 et 2007.

Supprimer la discrimination fiscale du mariage

La mise en œuvre de toutes les demandes de réforme de l'imposition de la famille occasionnerait jusqu'à trois milliards de francs de pertes de recettes au seul niveau fédéral. Ces mesures comprennent - comme le paquet fiscal - la suppression de la discrimination fiscale du mariage, une augmentation des déductions pour enfant et l'introduction d'une nouvelle déduction des frais de prise en charge des enfants.

Une réforme fondamentale de

l'imposition des couples mariés entraînerait des pertes de recettes de quelque 1,5 milliard de francs pour la Confédération. Dans ce domaine, les mesures immédiates actuellement soumises à consultation prévoient un relèvement de la déduction pour double revenu et réduiraient les recettes de 350 millions de francs nets.

En ce qui concerne l'augmentation de la déduction pour enfant, l'administration fiscale a proposé plusieurs versions: les pertes de recettes seraient maximales avec une déduction fiscale de 1000 francs du montant des impôts (-675 millions de francs) et minimales avec une augmentation de la déduction pour enfant à 10 000 francs du revenu imposable (-100 millions de francs). Si, en outre, les frais de garde externes dus à l'exercice d'une activité lucrative devenaient déductibles, les pertes de recettes s'élèveraient à 300 millions de francs (variante minimale: déduction de 5000 francs),

voire 550 millions de francs (variante maximale: déduction de 10 000 francs).

La balle est dans le camp politique

La politique familiale suscite la sympathie. Il appartient désormais au monde politique de chercher des solutions sur des points importants, tout en gardant une vue d'ensemble. Les ressources étant comptées, le Parlement n'aura pas d'autre choix que de coordonner l'examen des mesures et de fixer des priorités. Si l'économie a toujours jugé que la révision de l'imposition de la famille était nécessaire, elle rejette les solutions inefficaces et onéreuses - comme l'harmonisation des allocations pour enfant (principe de l'arrosoir!) et le versement de prestations complémentaires fédérales en faveur des familles. La Suisse ne peut plus se permettre de tout vouloir.

brigitte.lengwiler@economiesuisse.ch

Source: AFC, OFSP, OFAS, DFF, rapport sur les mesures de politique familiale en suspens et leurs conséquences financières, juillet 2005, et DFF, atténuation de la discrimination fiscale du mariage grâce au réaménagement de la déduction pour double revenu, septembre 2005

Moins d'énergie pour refroidir

L'optimisation de son système de refroidissement permet à Alcatel Suisse SA d'améliorer son efficacité énergétique. Elle s'engage ainsi pour la protection durable du climat.

Alcatel est l'un des grands fabricants du secteur des télécommunications; il occupe une position de pointe sur le marché de l'accès à Internet à haut débit et sur celui des réseaux optiques. En adhérant à l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC), l'entreprise s'engage à réduire activement les émissions de CO₂ et à optimiser son efficacité énergétique.

Système de refroidissement évolué à installation unique

Les bureaux, les installations informatiques et divers laboratoires ont toujours été refroidis par deux systèmes indépendants, vieux de près de 30 ans. Deux grands groupes «froid» avec turbocompresseur (Unitop) ont été mis en place pour le refroidissement des bureaux par inducteurs (Jettair). L'eau froide nécessaire pour l'informatique et le refroidissement des laboratoires a été produite pour une température

extérieure de plus de 14° C au moyen d'une machine frigorifique et pour une température de moins de 14°C par refroidissement libre (freecooling). Quelques pompes et autres parties d'installations étaient dans un mauvais état et nécessitaient une révision urgente.

Intégration des systèmes

Les deux systèmes de froid ont été réunis et équipés d'une commande plus souple. Jusqu'à une température extérieure de 18°C,



Bâtiment Alcatel.

toute l'eau de refroidissement est produite dans un système de refroidissement libre sans machine frigorifique, jusqu'à 24°, on peut utiliser une machine à piston, plus petite. Celle-ci travaille beaucoup plus vite que par le passé, grâce à la réfrigération de retour. Ce n'est

qu'à partir de 24° C que l'une des deux grandes machines frigorifiques Unitop entre en fonction, la deuxième n'étant que rarement raccordée. En outre, toutes les pompes ont été révisées et munies de protection de piston; elles peuvent aujourd'hui être actionnées par régulateur centrifuge. Les économies ainsi réalisées sont considérables parce que les pompes travaillent aujourd'hui la plupart du temps dans des zones de charge partielle et ne transportent ainsi pas d'énormes quantités d'eau. Grâce au groupe froid et à une commande souple, les machines frigorifiques ne fonctionnent pas en continu. L'important est d'avoir pu augmenter massivement la part de refroidissement libre. L'incorporation de changeurs de fréquence dans les installations de pompes s'est traduite par une économie d'électricité d'un facteur cinq. Avec un investissement de 136 000 CHF au total, Alcatel réalise aujourd'hui une économie de 170 MWh par an d'huile de chauffage et de 619 MWh par an d'électricité. Au bout d'une année et demie à peine, l'investissement devient rentable.

economiesuisse: nouveaux membres

Au cours de sa séance de septembre, le comité d'economiesuisse a accueilli cinq nouveaux membres, quatre entreprises et une fédération. Ces nouveaux adhérents ont été présentés aux participants à la Journée de l'économie.

■ La fédération Publicité extérieure Suisse AWS, Berne, et les entreprises qui lui sont affiliées, fait partie des forces fondatrices de l'alliance contre les interdictions en matière de publicité. AWS représente la publicité extérieure suisse dans les comités internationaux de la branche, en particulier au sein de la FEPE International, la fédération mondiale de la publicité extérieure.

■ Adecco SA, qui compte 30 000 employés et 6000 succursales dans 70 pays, est la plus grande société au monde dans le domai-

ne des solutions de ressources humaines et celle qui rencontre le plus grand succès. Adecco Holding SA, dont le siège est en Suisse, a généré un chiffre d'affaires consolidé de 17,2 milliards d'euros en 2004. Elle fournit ses services quotidiennement à quelque 125 000 entreprises et jusqu'à 700 000 travailleurs.

■ Clear Channel Plakande Sàrl, à Zurich, est une filiale de Clear Channel Worldwide, la première société d'affichage extérieur au monde. CCP, qui possède 16 000 emplacements d'affichage en Suisse, est notamment présente dans les aéroports internationaux, où elle gère de grandes surfaces publicitaires sur les parkings à étages.

■ eBay International SA, à Berne, est le siège de toutes les opérations d'eBay hors des Etats-Unis. Sa plate-forme Internet

est à disposition des acheteurs et des vendeurs de toutes sortes de produits. eBay agit uniquement comme intermédiaire et perçoit sur chaque échange conclu un émoulement. eBay emploie plus de 80 spécialistes à Berne.

■ Roland Berger AG Strategy Consultants est domicilié à Zurich depuis 1997 et est actif dans le domaine du conseil. Ses 55 collaborateurs fournissent des services dans les domaines de la stratégie d'entreprise, de l'organisation, de la restructuration et du financement, de la stratégie des opérations ainsi que de la gestion du savoir. Installée à Munich, la maison mère possède 32 succursales dans 22 pays en Europe, en Amérique du Nord, en Amérique latine ainsi qu'en Asie.

@ bernhard.buehler@economiesuisse.ch

Régenter Internet: non merci!

Internet doit-il être réglementé de manière centralisée par les Etats ou continuer de fonctionner sans interventionnisme supplémentaire? Cette question demeure ouverte dans la perspective du sommet mondial de l'information de Tunis. Pour les milieux économiques, on compromettrait l'évolution et le fonctionnement d'Internet en s'écartant du système actuel. Celui-ci repose sur des réglementations décentralisées, et c'est ce qui a permis son évolution. Ce n'est pas un espace de non droit, tous les acteurs étant soumis à leur propre système juridique. Lors de la conférence préparatoire de Genève, des propositions visant à renforcer l'influence étatique, et propres à créer de nouvelles structures de surveillance mondiale, ont été formulées. Elles sont contreproductives. Seul un échange d'informations entre institutions existantes au sein d'un forum informel a un sens. Les milieux économiques doivent y être associés à leur juste place.

@ thomas.pletscher@economiesuisse.ch

Politique européenne: sur une base solide

Peu après le succès de la votation sur la libre circulation des personnes, le groupe de travail d'economiesuisse «Relations avec l'Union européenne (GRECO)» s'est réuni pour la 80e fois. Le oui clair du peuple suisse le 25 septembre 2005 a été fort apprécié. Les relations entre la Suisse et l'Union européenne reposent désormais sur une base solide et des conditions-cadre prévisibles. Un premier échange d'idées sur l'avenir de la voie bilatérale a eu lieu en présence de l'ambassadeur Urs Bucher, chef du Bureau de l'intégration (DFAE / DFE). Compte tenu de la nouvelle situation de politique européenne, economiesuisse envisage d'élaborer une prise de position sur la politique européenne. Ce document remplacera celui d'octobre 2002 intitulé «Politique suisse d'intégration: état des lieux».

@ peter.flueckiger@economiesuisse.ch

Ouverture du marché postal: le succès des pays progressistes de l'UE

Les expériences de plusieurs pays européens montrent qu'une ouverture du marché postal renferme des avantages considérables pour les clients. La desserte de base sur tout le territoire n'est pas menacée.

Comme le montre le rapport de la Commission européenne sur l'application de la directive postale publié au printemps, la réforme du secteur postal de l'UE avance à un bon rythme dans l'ensemble. La reprise de la directive dans le droit national des pays membres est largement terminée. A compter du 1er janvier 2006, elle réduit la limite de monopole pour les lettres à 50 g, contre 100 g aujourd'hui, et à 2,5 fois le prix standard pour une lettre, contre 3 fois actuellement. En outre, la directive postale fixe provisoirement la date du 1er janvier 2009 comme délai pour la réalisation du marché intérieur dans le secteur postal.

Evaluation positive de l'ouverture

Les expériences des pays de l'UE montrent que la crainte répandue selon laquelle une libéralisation du secteur postal «menacerait le service public» n'est pas fondée. Comme l'explique le rapport de la Commission, les études réalisées

jusqu'ici indiquent plutôt une évolution positive du service universel. En effet, elles révèlent notamment une plus grande efficacité en matière de coûts et une orientation clientèle plus forte chez les prestataires du service universel. Elle n'a constaté ni entrave au financement de la desserte de base ou recul de l'étendue des services proposés ni détérioration de leur qualité.

Le résultat positif de la libéralisation du marché postal est patent dans les Etats qui ont réformé leur secteur postal à un rythme plus rapide que le calendrier prévu par l'UE et qui ont déjà achevé la libéralisation de leur marché postal. En particulier en Suède, pays qui a totalement libéralisé son marché postal dès janvier 1993, on voit le potentiel que renferme la suppression des monopoles. Une étude officielle sur l'évolution du marché postal suédois montre que la libéralisation totale a entraîné un renforcement de l'orientation clientèle, un accroissement de l'efficacité et de la transparence des coûts et des baisses de prix massives dans le segment des envois de courrier en lots. Dans cette catégorie, le prix d'envoi d'une lettre de 50 g a diminué de 50 % entre 1993 et 2003. Il faut souligner que ces adaptations de prix réjouis-

santes ont eu lieu sans que le financement de la desserte de base n'en souffre, ni que la qualité du service universel ne diminue. L'exigence d'une desserte de base de qualité dans tout le pays et couvrant les coûts a été satisfaite en tout temps.

Marché postal intérieur en bonne voie

Depuis l'adoption de la directive en 1997, aucun Etat membre n'a présenté d'étude étayant la nécessité de créer un domaine réservé pour le maintien du service universel. Les seules investigations substantielles menées dans ce contexte ont conclu qu'il n'était pas nécessaire pour couvrir les coûts du service universel. Au vu des expériences positives de la Suède et d'autres pays, trois autres Etats membres de l'UE – l'Allemagne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne – de même que la Norvège, ont décidé à leur tour une libéralisation totale du marché postal. Si le succès est là aussi au rendez-vous, l'achèvement rapide du marché intérieur européen des services postaux a de bonnes chances de réussir.

Libéralisation: la pression s'accroît sur la Suisse

Il est dans l'intérêt de notre pays de prendre rapidement des mesures en vue de libéraliser intégralement son marché postal. Seule une ouverture totale empêcherait de creuser le retard sur l'UE et garantirait la prise en compte suffisante des intérêts des consommateurs et de l'économie.

Pour plus d'informations sur la libéralisation du marché postal au sein de l'UE:



Florent Roduit, délégué à Bruxelles

Dans une Bruxelles morose, une nouvelle encourageante de la Suisse

Le plébiscite du 25 septembre dernier sur l'extension de la libre circulation des personnes a trouvé un large écho dans les nouveaux Etats membres de l'UE comme dans les médias internationaux. Parce que la dimension émotionnelle et la portée symbolique de la votation transcendaient sa dimension objective. En effet, pour la première fois, un référendum était organisé sur le développement historique que représente l'élargissement de la maison communautaire. La votation était donc d'une importance considérable dans une perspective européenne aussi. Elle se tenait de surcroît à un moment sensible, après les échecs des référendums sur le projet de Traité constitutionnel. Or, à ces occasions, les chancelleries européennes auront pu véritablement prendre conscience de la difficulté de faire adopter par le peuple un projet de politique européenne. Le fantastique résultat en Suisse a donc été salué comme il le mérite. A l'avenir, on peut espérer qu'après avoir fait elle-même et dans la douleur l'expérience démocratique ultime et après avoir pris acte de la volonté affirmée des citoyens suisses de poursuivre une collaboration pragmatique avec elle, l'UE saura adopter une attitude moins technocratique à l'égard de notre pays. Nous le saurons rapidement, lorsque de nouvelles pistes concrètes de coopération seront ouvertes. Mais quoi qu'il en soit, le 25 septembre restera un épisode heureux et remarquable de la vie politique helvétique, mais aussi communautaire.



Ouverture du marché postal: des expériences fructueuses.

http://europa.eu.int/comm/internal_market/post/index_de.htm

florent.rodut@economiesuisse.ch

Le succès dans le prêt-à-porter

Des couvertures en laine pour l'armée - de la haute couture internationale: la stratégie de marque peu conventionnelle de Strellson lui permet de mener de front ces deux activités. Une croissance de son chiffre d'affaires supérieure à 10 % prouve que le créateur de Kreuzlingen a fait les bons choix.

Des hommes sûrs d'eux et un style international: telle est la nouvelle génération, le nouveau groupe cible de la marque de vêtement Strellson. Sur les affiches, on voit notamment des mannequins cubains et afro-américains. Ensuite, on découvre une veste doublée avec les couvertures en feutre de l'armée suisse. Sur la manche, elle arbore la croix suisse, blanche sur fond rouge. C'est la création qui a le plus fait parler d'elle.

Le choix de la place économique suisse: une évidence

La croix suisse et des acteurs mondiaux. Comment peut-on



Reiner Pichler, CEO

concilier ces deux éléments? Les objectifs de l'entreprise répondent à cette question. Avec ses créations, Strellson vise des hommes qui souhaitent accomplir des choses, qui sont ouverts et coopératifs. Des hommes qui savent où ils vont mais aussi d'où ils viennent. Chez Strellson on est convaincu que cela s'applique aussi bien aux Cubains qu'aux Suisses. C'est pourquoi l'entreprise s'identifie fortement à la place économique suisse, d'autant plus que la «suisstitude» semble plaire à la clientèle mondiale.

Ce n'a pas toujours été le cas. Lorsqu'en 1993 le CEO Reiner Pichler a déménagé pour transformer Strellson en une marque mondialement connue, Kreuzlingen produisait encore à raison de 50% pour d'autres marques.

Aujourd'hui, tout a changé: outre Strellson, le groupe possède aussi les marques Windsor et Tommy Hilfiger Tailored Clothing Europe. Les 150 employés sont répartis entre le marketing, le design, la distribution et la logistique. La production a lieu pour l'essentiel dans les usines au Portugal. Au total, Strellson compte 450 employés en Suisse et à l'étranger. Le groupe Strellson compte également parmi ses filiales Windsor GmbH à Bielefeld, qui produit les marques JOOP! et Windsor woman, soit en tout 350 personnes.

Croissance supérieure à 10%

La majorité des produits sont destinés à l'exportation: 55% du chiffre d'affaires est généré hors de la Suisse et de l'Allemagne; les créations de Strellson sont actuellement en vente dans 37 pays. Entre 1998 et 2003, Strellson a doublé son chiffre d'affaires et, pour les années à venir, l'entreprise table sur une croissance de son chiffre d'affaires supérieure à 10%. Bien que les affaires soient bonnes, elle souhaite poursuivre progressivement son expansion.

«Progressivement», c'est aussi ainsi que la marque s'est construite. Pourtant, Strellson a commencé en prenant un risque. Au départ, la campagne publicitaire ne montrait pas des modèles, mais le public-cible: des courtiers en Bourse, des sportifs et des architectes. Que l'on ait à l'époque prédit peu d'avenir à ce mode de communication, éloigné des habitudes publicitaires dominantes, fait partie de l'histoire. Les publicités paraissent toujours dans des magazines

Trois souhaits de politique économique:

■ L'innovation est le fondement du succès économique dans une société saturée de marques.

■ Les collaborateurs sont le principal capital d'une entreprise. Mais il faut savoir qu'ils ne le sont pas depuis le début. Il faut parfaire leur formation. La



Le siège de Strellson à Kreuzlingen.



«New Generation»: Asaf Youbiner, responsable des événements, présente des modèles de Strellson.

«vie moderne et économiques» et sur Internet. Sur le plan esthétique, l'image s'est constamment renouvelée, mais l'idée de base est restée la même.

Histoires de marques

Cela fait longtemps que Strellson ne se contente pas d'avoir une image. Les produits doivent raconter une histoire. La nouvelle ligne de vêtements de sport «Strellson Swiss Cross»

illustrent cette idée: la collection automne-hiver comprend une veste équipée d'une bouteille thermos SIGG. Au-delà de la mise en scène, la marque qui continue de consacrer 15% de son chiffre d'affaires à la communication, possède une bonne assise. Strellson est un symbole de qualité et d'innovation dans la gamme des prix moyens.

M. Pilcher, CEO, ne souhaite embaucher que les meilleurs, il n'a que faire d'employés moyens. Mais comment attirer les meilleurs à Kreuzlingen? Au siège, la hiérarchie est plate, les chefs gardent la porte de leur bureau ouverte. On parle, on porte des vêtements Strellson au travail. L'objectif principal de M. Pilcher est de maintenir le plus longtemps possible l'identification avec la marque Strellson.



World Business Awards 2006

Prix pour reconnaître les efforts des entreprises afin d'éradiquer la pauvreté

Le Programme des Nations Unies pour le développement, la Chambre de commerce internationale (ICC) et l'International Business Leaders' Forum relaient leur appel mondial en vue d'attribuer de nouveaux prix en signe de reconnaissance du rôle des entreprises dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015:

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim,
2. Assurer l'éducation primaire pour tous,
3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes,
4. Réduire la mortalité infantile,
5. Améliorer la santé maternelle,
6. Combattre le HIV sida, le paludisme et d'autres maladies,
7. Assurer un environnement durable,
8. Mettre en place un partenariat

mondial pour le développement.

Depuis que le concours a été lancé en 2002 par Kofi Annan, l'économie suisse a toujours été récompensée. D'abord, Coop et Migros ont obtenu le «World Business Award for sustainable Development Partnership». Coop avait reçu le prix environnemental international pour son projet de coton biologique dans le cadre du programme de Textiles Naturelle. Migros s'était vu récompensé pour son projet de promotion de la production d'huile de palme durable et de protection de la forêt tropicale. En 2004, la fondation de Georg Fischer a été primée pour son projet «Community Benefit - Clean Water». Toutes les entités commerciales, y compris les associations et les entreprises individuelles, peuvent participer au concours. La date limite de dépôt des candidatures 2006 est fixée au 31 décembre 2005.



www.iccwbo.org/awards

Lutte contre la contrefaçon

La contrefaçon et la piraterie provoquent d'énormes dommages économiques. Une plate-forme suisse commune réunissant l'économie et l'administration vise à les combattre.

L'objectif de la plate-forme est de combattre ces activités crimi-

nelles principalement par la sensibilisation de l'opinion publique, le renforcement de la coopération et par l'amélioration de la coordination entre les secteurs privé et public et au sein de ces deux secteurs. L'administration et l'économie ouvriront chacune un service qui possèdera une plate-forme électronique.

Baptême le 9 novembre 2005

La plate-forme suisse contre la contrefaçon et la piraterie sera présentée le 9 novembre 2005 à Zurich, à l'occasion de l'événement «STOP PIRACY». Ce dernier est organisé par ICC Switzerland en collaboration avec l'IGE. Les conférenciers issus des milieux économiques, de l'administration et du domaine du droit ne se contenteront pas de présenter la plate-forme, ils décriront aussi l'ampleur du problème, évoqueront des ébauches de solution et examineront les possibilités pratiques de lutter contre la contrefaçon et la piraterie.

Coordination et information

Alors que le site web officiel est destiné à un large public, un espace exploité par le comité suisse de l'International Chamber of Commerce (ICC Switzerland) sera à la disposition des entreprises intéressées en tant que base d'échanges d'informations. Cette plate-forme interactive permettra de communiquer des expériences, des informations sur des cas concrets, des stratégies de même que des indications sur les personnes de contact en Suisse et à l'étranger pour la création d'un réseau d'information.



www.icc-switzerland.ch

Documentation

- Non au moratoire sur le génie génétique**
Argumentaire en vue de la votation du 27 novembre 2005 (29 pages). Téléchargeable sous «www.moratoire-non.ch»
- Oui à l'ouverture des magasins**
Argumentaires, contacts et informations diverses: www.loisurletravail-oui.ch
- «Politique économique – Suisse 2005»**
Perspectives et points clés de politique économique. Destinée aux leaders d'opinion, aux médias et aux représentants de l'économie. 50 francs. Téléchargeable sur notre site Internet.
- Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise**
Code et directive SWX. Gratuit. Téléchargeable sur notre site Internet.
- Corporate Governance:**
Swiss Code of Best Practice English. Free.
- Le gouvernement d'entreprise en Suisse**
Rapport du prof. Karl Hofstetter (40 francs). Téléchargeable sur notre site Internet.
- «Newsletter»**
Destinée aux dirigeants et aux cadres de l'économie, aux médias et au monde politique. Mensuelle, gratuite.
- Politique suisse de la science, de la recherche et de la technologie:**
perspectives à l'horizon 2007. Brochure gratuite.
- «Europe – options pour la Suisse et réformes internes»**
Brochure, 48 pages, gratuite.
- Concept des dépenses**
Contribution des milieux économiques au débat sur les finances politiques. 108 pages, 30 fr. + TVA et frais d'envoi. Téléchargeable sur notre site.
- «Point de repère»**
Revue thématique destinée au monde politique et aux médias. Abonnement, gratuit.
- «Service e-mail»**
Informations hebdomadaires par courrier électronique, gratuit.
- «Concept fiscal»**
Propositions de l'économie en vue du renouvellement du régime financier. Brochure, 32 pages, Fr. 10.–.
- «Portrait d'economiesuisse»**
Domaines d'activités, prestations et objectifs de la Fédération des entreprises suisses, gratuit.

Consultations

30 octobre 2005

Procédure de consultation sur la modification de la loi fédérale sur la procédure pénale: Surveillance du Ministère public de la Confédération
Contact: thomas.pletscher@economiesuisse.ch

31 décembre 2005

Procédure de consultation sur les mesures complémentaires dans le domaine du droit pénal nécessaire à la mise en œuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale
Contact: thomas.pletscher@economiesuisse.ch



Les membres souhaitant participer à une consultation peuvent demander le matériel nécessaire à economiesuisse

Impressum

Editeur: economiesuisse, Fédération des entreprises suisses

Rédacteur responsable: Vincent Simon

Adresse: Carrefour de Rive 1, Case postale 3684, 1211 Genève 3
Tél. 022/786 66 81; Fax 022/786 64 50
vincent.simon@economiesuisse.ch
www.economiesuisse.ch

Rythme de parution: mensuel

Réalisation: Layout88, Zurich

Impression: Imprimerie du Démocrate, Delémont

Veuillez faxer le talon au 022 / 786 64 50

Commande Modification d'adresse

Entreprise

Nom

Rue

Prénom

N° postal / lieu

Fonction

E-Mail